

Ce qui doit arriver arrive

Posté le : 7 décembre 2018 09:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique

Alors que la France s'enfoncé dans la révolte, il est intéressant de republier ce que nous écrivions il y a exactement un an. L'article : "plus cela change plus c'est la même chose" a été lu plus de 4.100 fois. Difficile de ne pas relier le diagnostic qu'il faisait de la réalité d'aujourd'hui.

- Il montrait que la pauvreté s'étendait et que la hausse de la fiscalité et l'extension des mesures coercitives prises à la volée par les hauts fonctionnaires qui ont capté le pouvoir politique créait une situation inacceptable.
- Il insistait sur la question de la voiture et du logement, à laquelle les classes populaires et moyennes étaient attachées étaient matraquées.
- Il dénonçait l'hystérie médiatique irresponsable qui avait été manifeste avec l'affaire Fillon et que l'on a retrouvé avec l'affaire Benalla puis la couverture inflammatoire des exactions depuis le début de l'affaire des Gilets Jaunes.
- Il notait que la vindicte contre "les riches" était la seule réponse aux interrogations qui remontaient du terrain.
- Il regrettait que les élections étaient vidées de tout sens.

Le train bureaucratique a continué sa route : 80km/h, contraintes partout, privations de liberté caractérisée, hausse record des prélèvements, nouvelles privations de revenu pour les retraités, bavardages, échecs diplomatiques, la diplomatie étant réduite à un bavardage...

Ce qu'on pouvait craindre est arrivée, selon des modalités et à une date imprévue. La révolte des Gilets Jaunes, comme Trump, "facilite le diagnostic et complique la solution". Faire rentrer le dentifrice dans le tube n'est jamais facile. Croire qu'on va s'en sortir en hystérisant la révolte contre les riches est ridicule. Evidemment, les révoltés n'ont pas de solutions, ni diagnostic de la situation. "Des sous Manu et qu'on arrête de nous emmerder". Tous les socialistes révolutionnaires sont à la manoeuvre pour exploiter "la révolte du peuple". Nos Lénine de sous-préfecture se voient aux portes du pouvoir. Ils n'(ont qu'un seul pouvoir : aggraver la situation.

Hélas, comme disait Maurice Allais, que personne n'a voulu entendre, "ce qui doit arriver arrive". La France, elle, sombre. Suicide d'une nation dominée par une classe énarquique qui n'a rien voulu entendre et qui a mis par terre sa prospérité, son identité, son rayonnement et ses institutions démocratiques. Qu'on ne dise pas qu'on ne savait pas.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes E-toile

=====

PLUS CELA CHANGE, PLUS C'EST LA MEME CHOSE !

A un moment où une sorte d'extase s'empare des médias français, il est intéressant de se poser quelques questions sur l'état réel du pays.

On connaît le livre de Robert Escarpit, le Littératron, Flammarion, 1964, chef d'œuvre méconnu de la littérature politique dont l'actualité ne saurait être trop soulignée.

Un ordinateur est gorgé des phrases que les Français adorent entendre. On choisit un individu à peu près débile et on le présente à une élection. Il se contente de débiter les phrases creuses recombinaisons par l'ordinateur. Il est élu haut la main.

Toute ressemblance avec la campagne d'Emmanuel Macron et le vote massif pour les inconnus de LREM ne saurait être qu'accidentelle.

L'ère des bons sentiments intéressés, la bienveillance obligatoire, le politiquement correct, le ressassement médiatique des mêmes slogans jusqu'à l'indigestion par des journalistes-perroquets, le resserrement de la richesse autour des obligés du pouvoir, la confiscation du dit-pouvoir par la noblesse étatique, ont pris une extension telle qu'il est presque interdit aujourd'hui de ne pas chanter les louanges du jeune Dieu qu'un destin heureux a mis à la tête de la France en le nimbant d'une vertu essentielle, la Baraka. En deux coups de serre cuillère et en un coup de Trump, il a restauré l'image de la France, enchanté l'Europe, réglé la question du Liban et recréé une dynamique économique basée sur l'optimisme et la confiance, en dépit des croassements des Insoumis déprimés par l'effondrement des mobilisations syndicales abusives et de quelques retraités grognons échaudés par la hausse massive de la CSG.

Quelle est réalité de la situation, telle qu'on peut la voir quand on s'affranchit de considérations politiques, des transports psychologiques et des manipulations médiatiques ?

Elle est d'abord dans le ralliement presque total au « macronisme » de toute la communauté politique fermée des hauts fonctionnaires. Celui d'Alain Juppé, après celui de son protégé, Philippe, clôt la série. Symétriquement, la diabolisation de l'Enarque Wauquier, qui a le mauvais goût de ne pas se rallier, va bon train. La France vit l'acmé de l'Enarchie Compassionnelle.

Cela veut dire des impôts. En masse. 26% d'augmentation de la CSG, ce n'est pas un grignotement. Mais un coup de massue. Une hausse minimisée comme d'habitude en ne parlant que de la hausse des taux sans parler des montants globaux concernés. Regarder ma main droite : 1.7%. Ne regarder pas ma main gauche, encore des dizaines de milliards de prélèvements de plus. Et dans les municipalités, privées des recettes de la taxe d'habitation du plus grand nombre ? Hausse de 2% dans beaucoup d'entre elles « pour compenser ». 2% ? Non, bien sûr ! Cela c'est l'augmentation du taux. Mais quel est le taux qui s'accroît ainsi : ah il était à 14% ? $2/14 = 14,28\%$ d'augmentation. Pour ceux qui conserveront l'impôt. Merci pour eux. Pas un mot de protestation. Les retraités concernés n'ont droit qu'au silence. Ils ne sont pas représentés. « *Ce sont des privilégiés qui se sont gavés tout en tuant la planète et en endettant leur progéniture* », énoncera doctement sur les antennes une jeune sotte de LREM particulièrement inspirée. Qu'ils ne se plaignent pas !

Cela veut dire du chômage. En masse. L'Insee a donné les chiffres. Ils sont malheureusement sans complaisance. Depuis l'élection de Mitterrand, la France a perdu 2.8 millions d'emplois dans le secteur marchand, principalement dans l'industrie. Et a recruté 2.7 millions de fonctionnaires sans productivité. Les hauts fonctionnaires qui dirigent la France ont fait face aux crises internationales et aux mesures prises par les socialistes élus par réaction à ces crises, les deux tares majeures de l'époque pour la France, en recrutant des fonctionnaires et en taxant. Dans la pratique les faits sont plus graves que cela. Compte tenu de l'augmentation de la population, le manque à gagner en termes d'emplois privés se situe quelque part entre 5 et 10 millions. Comment s'étonner que nous ayons 7 millions de pauvres et 5 millions de chômeurs ? Les chiffres publiés sur le chômage du troisième trimestre montrent ... une augmentation. Quant aux prélèvements, ils atteindront un record

en 2017 et égaleront le niveau de la valeur ajoutée du secteur marchand non financier. 100% de prélèvements ! Et ne parlons pas de la dette qui a encore augmenté massivement.

Pour faire passer la pilule on recourt aux mêmes astuces qu'en 2012 : l'injure et la mise en accusations des « riches ». Pas un instant de répit sur tous les médias. Il faut détacher l'infâme étiquette que la gauche tente de coller sur le dos du Président-gourou : Président des riches ! Vous vous rendez compte ! Macron fait du Hollande sans vergogne. Mais sans injurier nominalelement tel ou tel. Sacré progrès ! Alors qu'une des causes du Brexit est l'indignation du gouvernement anglais devant la prétention des instances judiciaires européennes de l'empêcher de supprimer les droits civiques aux condamnés aux plus lourdes peines, on voit des députés LREM, sortis tout droit du Littératron, variante 2017, proposer de supprimer les droits civiques des fraudeurs fiscaux. C'est qu'il ne s'agit pas de voleurs de pommes, M'sieurs-dames, mais des plus grands délinquants de l'époque. Qu'on se le dise et qu'on lise les Panama's papers !

De tous les bords, lors de la campagne, les candidats, tous les candidats, y compris Emmanuel Macron, ont répété qu'ils avaient compris que les Français étaient accablés de normes, de règles, d'obligations ruineuses ou étouffantes. A peine élus, le discours change. L'isolation des appartements ne sera plus seulement encouragée mais **imposée**, car « les propriétaires n'ont pas à faire subir des frais de chauffage exorbitants aux locataires », comme l'affirme sur tous les antennes une ancienne socialiste ralliée à LREM et bien décidée à améliorer l'image sociale du chef. Satané propriétaire, « tu vas voir ta gueule à la récré ». Quant à la bagnole, ce symbole infect du beau petit bourgeois, nécessairement petit bourgeois, acharné à défendre son surmoi mécanique, fini le diesel. « *N'espère pas revendre la voiture que tu as mis tant de temps à t'acheter* ». Retour au prolback à vélo, gapette et pinces de pantalon incluses, pendant que les bobos qui le peuvent rouleront en voiture électrique coûteuse. « Les jeunes ne sont pas attachés à la propriété mais à l'usage ». Fini l'esprit de propriété bourgeoise. On va pouvoir fêter dignement les 50 ans de mai 68 ! Mais quelqu'un possède bien ce dont on fait usage et il n'entend pas y perdre...

Le nouveau mal français, aux Editions de l'observatoire, par [Sophie Coignard](#) et Romain Gubert, fait le même constat. Entre les observations de Peyrefitte d'il y a près de 50 ans, et la réalité d'aujourd'hui, il n'y a eu ni prise de conscience ni changement. Les exemples s'accumulent chapitre après chapitres. Des livres déprimants de ce type, les divers éditeurs en ont produit des milliers depuis Giscard. Pour rien. Ils ne servent à rien. Les élus, une fois en place, veulent avoir la paix avec leurs subordonnés. Alors ils lâchent tout et n'importe quoi. Ne pas compromettre la réélection ! Incapables d'agir sur quoi que ce soit, ils multiplient les petits avantages. Le Point de cette semaine faisait le recensement des avantages grotesques accordés par des municipalités à leurs salariés. On y travaille peu et pas souvent, tout en bénéficiant de mille petits avantages et de quelques gros privilèges

La seule solution envisageable, pour un politicien français, c'est d'arracher aux propriétaires et aux riches les conditions de sa réélection. Vive l'impôt ! Si on essaie de revenir à la normale : on prend aux pauvres. Il faut dire qu'ils n'ont jamais été aussi nombreux. Pour le reste, rien ne compte. Plus rien ne marche en France. Tout le secteur public est à peu près effondré. Le **j'menfoutisme** est partout. Pas moyen d'espérer qu'un transport public fonctionne correctement. La banque est devenue un champ de ruines, pourri de formulaires et d'exactions contre le déposant. Plus personne ne parvient à faire travailler correctement des salariés de plus en plus souvent étrangers, mal formés, sans éducation et rétifs. Les ascensoristes ne gèrent plus que des incidents. Les garagistes ne savent plus réparer les voitures. Les sociétés informatiques sont noyées sous les bogues. On vole et on agresse partout, généralement sans aucune sanction. Les rues sont immondes. La compétence part à l'étranger. Une « décivilisation » s'est mise en place.

Et inlassablement le même cri retentit : « salauds de riches ; salauds de propriétaires ; vive l'impôt ; il faut savoir la société que l'on veut et nous voulons une antisociété ». La séquence budgétaire en France de septembre à décembre, est le moment à la fois le pire, tant l'espace médiatique est

polluée par la propagande fiscaliste, et le plus révélateur de ce que ce pays est devenu : un vagissement indigne, sur fond de déréliction économique désormais probablement irrattrapable.

L'Enarchie Compassionnelle a ruiné le pays. Le triomphe de la manœuvre Macron lui permet de survivre en s'exaltant : jamais le pays n'est à ce point entre les mains des hauts fonctionnaires. Jamais la désinformation du grand public n'a été plus totale. Jamais la paralysie n'a été plus grande. Jamais les vrais problèmes n'ont été moins évoqués. Sous le joug des Enarques, la France « dénonce ses porcs » et accueille, les bras ouverts et la bouche close les centaines de djihadistes de retour d'exactions et de crimes abjects en Syrie et en Irak. Des victimes, paraît-il ! Qui elles aussi dénoncent le porc.

L'Europe, à la suite du monde, connaît une petite reprise. La France est incapable d'en profiter. Impossible de recruter malgré les millions de chômeurs. Impossible d'exporter. Et cela justifie de ne rien réformer sérieusement. Alors les déficits se creuseront, alors que mécaniquement ils sont censés se réduire.

Pour finir, nous publions ci-dessous une photo qui résume parfaitement l'état de la France. Elle a été prise au musée Pompidou, dans le local des toilettes hommes. On y voit trois portes. La première porte est celle qui donne accès aux toilettes des fonctionnaires, car en France, les fonctionnaires ont le droit à des toilettes spéciales, comme pour les régimes de retraite. Pas question de se mélanger, culotte baissée, avec le vulgaire. Pas question d'attendre. La seconde porte concerne les handicapés. La compassion par les toilettes, il n'y a que cela de vrai. La troisième est destinée au vulgum (lotus) pecus. Mais les toilettes ne fonctionnent pas. Et cela fait plusieurs semaines que cela dure. Et tout le monde s'en fout.

A quelle heure le musée Pompidou ouvre-t-il ses portes un samedi lors d'un grand Week-End où Paris est plein d'étrangers ? A 11 heures. On suppose que l'on est en train de négocier 14 heures, avec une fermeture à 16 heures...

Rien ne presse. Si on ose dire. De toute façon, les musées se mettent en grève lors des périodes de pointes touristiques. Alors ...

Ainsi va l'Enarchie Compassionnelle triomphante en France et ainsi meurt un grand pays.

Le « macronisme » sera-t-il une nouvelle perte de temps ? L'automne 2017 en France ressemble un peu trop à l'automne 2012 pour qu'on ne s'inquiète pas.

« Plus cela change, plus c'est la même chose » énonçait doctement le Littératron.